EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU **25 juin 2009 à 18 h 00**

AUJOURD'HUI **vingt cinq juin deux mille neuf**

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Ville de Clermont-Ferrand, convoqué par Monsieur le Maire le 18 juin 2009, s'est réuni dans la salle ordinaire des séances.

Après avoir ouvert la séance, Monsieur le Maire procède à l'appel.

Etaient présents Mmes et MM. les Membres du Conseil dont les noms suivent :

Serge GODARD, Maire, présidant la séance

Présent(e)s :	**Serge GODARD, Alain MARTINET, Dominique ADENOT, Françoise NOUHEN, Alain BARDOT, Christine DULAC-ROUGERIE, Odile SAUGUES, Bernard DANTAL, Monique BONNET, Djamel IBRAHIM-OUALI, Jacqueline CHAPON, Olivier BIANCHI, Odile VIGNAL, Manuela FERREIRA DE SOUSA, Philippe BOHELAY, Havva ISIK, Simon POURRET, Pascal GENET, Patricia AUCOUTURIER, Cécile AUDET, Danielle AUROI, Sandrine BERGEROT-RAYNAL, Grégory BERNARD, Christophe BERTUCAT, Pascaline BIDOUNG, Jean-Pierre BRENAS, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Cyril CINEUX, Sandrine CLAVIERES, Carole COURTIAL, Anne COURTILLÉ, Jean-Michel DUCLOS, Jérôme GODARD, Philippe GORCE, Danièle GUILLAUME, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Alain LAFFONT, Jacques LANOIR, Isabelle LAVEST, René MAYOT, Chantal MERCIER-COURTY, Didier MULLER, Corinne NAJIM, Christine PERRET, Martine REMBERT-MANTELET, Yves REVERSEAU, Marie SAVRE, Bruno SLAMA, Jean-Philippe VALENTIN, Louis VIRGOULAY**
Excusé(e)s ayant donné pouvoir :	**Nicole BARBIN, Michel FANGET, Roger GIRARD, Claudine LAFAYE, Thierry ORLIAGUET**
Excusé(e)s :	
Absent(e)s :	
Secrétaire :	**Sandrine CLAVIERES**

Monsieur Alain MARTINET préside la séance pour la question n°1 (Compte Administratif 2008).
Madame Danielle AUROI donne pouvoir à Madame Odile VIGNAL et quitte la séance à partir de la question n° 3.
Madame Danièle GUILLAUME donne pouvoir à Madame Françoise NOUHEN et quitte la séance à partir de la question n° 5.
Monsieur Philippe BOHELAY donne pouvoir à Madame Jacqueline CHAPON et quitte la séance à partir de la question n° 14.
Madame Odile SAUGUES donne pouvoir à Monsieur le Maire et quitte la séance à partir de la question n°16.
A partir de la question n° 18, Monsieur le Maire confie la conduite des débats à Monsieur Alain MARTINET, Premier Adjoint.

Rapport N° 1

COMPTE ADMINISTRATIF 2008

Rapporteur : Monsieur Alain BARDOT

Alain MARTINET préside la séance. M. le Maire ne prend part ni au débat ni au vote.

COMPTE ADMINISTRATIF 2008

RAPPORT DE PRESENTATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2009

Le compte administratif 2008 est un document qui retrace l'exécution des crédits votés par le Conseil Municipal pour l'année 2008, d'abord le 20 décembre 2007 dans le cadre du budget primitif puis dans les trois décisions modificatives intervenues jusqu'au 18 décembre 2008. Il permet également de faire apparaître d'une part, le résultat de clôture de l'exercice 2008 et d'autre part, les restes à réaliser de l'exercice 2008 à reprendre au budget supplémentaire 2009. Ce document permet en outre d'évaluer la situation financière de la Commune par des analyses rétrospectives et de faire des comparaisons avec des collectivités ayant des caractéristiques similaires.

Les opérations sont classées dans la section d'investissement ou dans la section de fonctionnement (ou d'exploitation) suivant leur nature, par compte (ou article) et regroupées dans des chapitres. Il présente par colonne distincte et dans l'ordre des chapitres et articles du budget :

- En recettes :
  - La nature des recettes,
  - Les évaluations des recettes figurant au budget après les éventuelles modifications en cours d'exercice,
  - La fixation définitive des sommes à recouvrer d'après les titres justificatifs,
  - Les crédits ou portions de recettes à annuler.

- En dépenses :
  - La nature des dépenses,
  - Les évaluations des dépenses figurent au budget après les éventuelles modifications en cours d'exercice,
  - Les mandatements effectués,
  - Les crédits ou portions de crédits à annuler, en l'absence de consommation avant la clôture de l'exercice.

Les recettes comprennent à la fois les titres émis (réalisations et rattachements) et les recettes afférents à l'exercice pour lesquelles un titre reste à émettre (restes à réaliser).

Les dépenses comprennent les mandats émis et les restes à réaliser, ces derniers correspondant aux dépenses engagées non mandatées à la clôture de l'exercice.

Le classement par chapitre et par nature est complété d'une codification fonctionnelle correspondant aux secteurs d'activités tels qu'ils sont définis par l'instruction budgétaire et comptable M14 (il n'y a pas de codification fonctionnelle pour l'instruction budgétaire et comptable M4) :

- fonction 0 : Services généraux
- fonction 1 : Sécurité et salubrité publiques
- fonction 2 : Enseignement et formation
- fonction 3 : Culture
- fonction 4 : Sport et jeunesse
- fonction 5 : Interventions sociales et santé
- fonction 6 : Famille
- fonction 7 : Logement
- fonction 8 : Aménagement et services urbains, environnement
- fonction 9 : Action économique.

Enfin, les opérations sont qualifiées de mouvements réels lorsqu'elles représentent des flux de trésorerie correspondant à des paiements ou à des encaissements, ou de mouvements d'ordre lorsqu'elles représentent uniquement des écritures comptables (par exemple, dotations aux amortissements, entrée ou sortie de patrimoine, intégration des frais d'études et d'insertion des avis d'appel à la concurrence aux comptes de travaux, etc.). Les mouvements réels et les mouvements d'ordre forment les mouvements budgétaires. Tous les montants cités dans le présent rapport sont des mouvements réels, sauf mention particulière.

Le compte administratif se compose :

- du budget principal (codé 00), regroupant la plupart des activités traditionnelles de la commune,

- de douze budgets annexes (codés de 01 à 14), comportant chacun les opérations relatives à des activités spécifiques à caractère économique, en général assujetties à la T.V.A., conformément à la réglementation en vigueur. Ces budgets annexes sont les suivants :

  - budget annexe Eau (01)
  - budget annexe Assainissement (02)
  - budget annexe Abattoirs (04)
  - budget annexe Coopérative de Mai (partie gérée en régie) (05)
  - budget annexe Espace Georges Conchon (06)
  - budget annexe Centre d'Expositions Ville (partie non mise en affermage) (07)
  - budget annexe Coopérative de Mai (partie mise en affermage) (08)
  - budget annexe Bâtiment rue des Frères Lumière (09)
  - budget annexe Parking Fontgième / Besset (10)
  - budget annexe Parking Centre d'Expositions et des Congrès (partie mise en affermage) (11)
  - budget annexe Autres opérations assujetties à la TVA (13)
  - budget annexe Zac Jaude Ouest II (14).

Conformément à ce qui avait été annoncé lors de la décision modificative n° 3 votée le 18 décembre 2008, il vous est proposé de clôturer définitivement le budget annexe Abattoirs, le résultat de clôture dégagé pour ce budget annexe étant réintégré au budget principal.

Ce rapport comporte plusieurs tableaux pour une présentation synthétique des grands agrégats de la gestion financière :

- tableau n° 1 : Crédits budgétaires votés en 2008,
- tableau n° 2 : Exécution globale du budget 2008 et exécution détaillée par budget (budget principal et budgets annexes),
- tableau n° 3 : Exécution de la section d'investissement,
- tableau n° 4 : Exécution des dépenses d'investissement,
- tableau n° 5 : Dépenses d'équipement par nature, par fonction (budget principal) et par budget (budgets annexes),
- tableau n° 6 : Exécution des recettes d'investissement,
- tableau n° 7 : Exécution de la section de fonctionnement,
- tableau n° 8 : Exécution des dépenses de fonctionnement,
- tableau n° 9 : Exécution des recettes de fonctionnement,
- tableau n° 10 : Détermination du résultat brut de clôture et du résultat net.

Le tableau n° 1 fait apparaître la totalité des crédits votés pour l'exercice 2008 :

- 302,4 M.€. en dépenses (287,6 M.€. en 2007 et 291,1 M.€. en 2006),
- 294,4 M.€. en recettes (275,4 M.€. en 2007 et 282,3 M.€. en 2006),
- 8,0 M.€. représentant le résultat excédentaire dégagé à la clôture de l'exercice 2007 repris dans le budget supplémentaire 2008.

Tableau n° 1 – CREDITS BUDGETAIRES VOTES EN 2008

MOUVEMENTS REELS	BUDGET PRIMITIF	DECISION MODIFICATIVE N° 1	DECISION MODIFICATIVE N° 2	DECISION MODIFICATIVE N° 3	TOTAUX BUDGET PRIMITIF ET DECISIONS MODIFICATIVES
REPRISE DU RESULTAT 2007		7 951 337,49			7 951 337,49
R E C E T T E S					
- Section d'investissement	69 332 800,00	26 557 669,73	1 274 108,00	-4 587 627,00	92 576 950,73
- Section de fonctionnement	197 882 200,00	2 171 066,61	428 352,00	1 390 628,00	201 872 246,61
TOTAUX	267 215 000,00	28 728 736,34	1 702 460,00	-3 196 999,00	294 449 197,34
D E P E N S E S					
- Section d'investissement	92 415 320,00	30 012 127,65	1 266 582,00	-2 521 485,00	121 172 544,65
- Section de fonctionnement	174 799 680,00	6 667 946,18	435 878,00	-675 514,00	181 227 990,18
TOTAUX	267 215 000,00	36 680 073,83	1 702 460,00	-3 196 999,00	302 400 534,83
SOLDE RECETTES - DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

I – L'EXECUTION DU BUDGET 2008

Le tableau n° 2 fait apparaître dans une première partie l'exécution globale du budget 2008 et dans une deuxième partie l'exécution de chacun des budgets.

Votées pour 294.449.197,34 €, les recettes de l'exercice 2008 ont été réalisées à hauteur de 237.099.001,17 €, soit un taux de réalisation de 80,5 %, contre 85,7 % en 2007, 87,0 % en 2006, 88,6 % en 2005, 86,6 % en 2004, 79,7 % en 2003, 85,6 % en 2002 et 86,0 % en 2001, en retrait par rapport à la période citée en référence, en particulier en raison du décalage dans l'encaissement des emprunts.

Votées pour 302.400.534,83 €, les dépenses de l'exercice 2008 ont été réalisées à hauteur de 245.236.415,20 €, soit un taux de réalisation de 81,1 % ; il était de 83,4 % en 2007, 83,2 % en 2006, 85,6 % en 2005, 83,7 % en 2004, 80,2 % en 2003, 83,6 % en 2002 et 83,5 % en 2001, montrant une grande stabilité sur la période considérée.

La différence entre les recettes réalisées et les dépenses réalisées en 2008 correspond au résultat de la gestion 2008 qui s'élève à - 8.137.414,03 € ; après reprise du résultat dégagé au terme de l'exercice précédent (7.951.337,49 €), on obtient le résultat brut de clôture de l'exercice 2008 soit - 186.076,54 €.

Tableau n° 2 – EXECUTION GLOBALE DU BUDGET 2008

MOUVEMENTS REELS	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX DE REALISATION (en %)	RAPPEL 2007
REPRISE DU RESULTAT 2007	7 951 337,49	7 951 337,49		
R E C E T T E S				
- Section d'investissement	92 576 950,73	33 629 282,10	36,3	48,2
- Section de fonctionnement	201 872 246,61	203 469 719,07	100,8	100,6
TOTAUX	294 449 197,34	237 099 001,17	80,5	85,7
D E P E N S E S				
- Section d'investissement	121 172 544,65	72 303 276,60	59,7	64,6
- Section de fonctionnement	181 227 990,18	172 933 138,60	95,4	94,9
TOTAUX	302 400 534,83	245 236 415,20	81,1	83,4
RESULTAT DE CLOTURE 2008	0,00	-186 076,54		

Tableau n° 2 – EXECUTION DETAILLEE DU BUDGET 2008

MOUVEMENTS REELS	BUDGET PRINCIPAL (00)	BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (02)	BUDGET ANNEXE EAU (01)	BUDGET ANNEXE ABATTOIRS (04)	BUDGET ANNEXE BATIMENT FRERES LUMIERE (09)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI (08)	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS (11)	TOTAUX
REPRISE DU RESULTAT 2007	9 570 916,37	-594 324,01	-1 421 481,71	169 345,40	40,00	0,00	-118 536,67	
R E C E T T E S								
- Section d'investissement	29 557 035,92	1 317 818,40	2 237 994,64	0,06	0,00	0,00	276 290,24	
- Section de fonctionnement	177 434 380,81	12 216 582,11	8 873 181,68	365 655,71	302 433,85	126 841,84	1 414 035,36	
TOTAUX	206 991 416,73	13 534 400,51	11 111 176,32	365 655,77	302 433,85	126 841,84	1 690 325,60	
D E P E N S E S								
- Section d'investissement	56 866 692,52	8 134 321,08	5 305 129,36	443 788,32	68 496,81	0,00	989 699,06	
- Section de fonctionnement	152 357 340,97	10 401 796,96	7 686 446,15	91 212,85	233 553,62	126 841,84	595 483,51	
TOTAUX	209 224 033,49	18 536 118,04	12 991 575,51	535 001,17	302 050,43	126 841,84	1 585 182,57	
RESULTAT DE CLOTURE 2008	7 338 299,61	-5 596 041,54	-3 301 880,90	0,00	423,42	0,00	-13 393,64	

	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS VILLE (07)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI VILLE (05)	BUDGET ANNEXE ESPACE GEORGES CONCHON (06)	BUDGET ANNEXE ZAC JAUDE OUEST II (14)	BUDGET ANNEXE PARKING FONTGIEVE (10)	BUDGET ANNEXE AUTRES OPERATIONS (13)		TOTAUX
REPRISE DU RESULTAT 2007	81 476,93	48 598,90	0,00	175 421,67	11 844,06	28 036,55		7 951 337,49
R E C E T T E S								
- Section d'investissement	0,00	32 737,00	0,00	0,00	0,00	207 405,84		33 629 282,10
- Section de fonctionnement	35 315,44	813 734,85	26 117,49	1 142 000,00	101 676,25	617 763,68		203 469 719,07
TOTAUX	35 315,44	846 471,85	26 117,49	1 142 000,00	101 676,25	825 169,52		237 099 001,17
D E P E N S E S								
- Section d'investissement	0,00	272 983,44	9 006,98	0,00	0,00	213 159,03		72 303 276,60
- Section de fonctionnement	24 529,16	622 087,31	13 071,49	149 579,33	104 622,33	526 573,08		172 933 138,60
TOTAUX	24 529,16	895 070,75	22 078,47	149 579,33	104 622,33	739 732,11		245 236 415,20
RESULTAT DE CLOTURE 2008	92 263,21	0,00	4 039,02	1 167 842,34	8 897,98	113 473,96		-186 076,54

II – LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le tableau n° 3 retrace, pour le budget principal et chacun des budgets annexes, les dépenses et les recettes prévues, les dépenses mandatées et les titres de recettes émis, les restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2009.

Prévues pour 121.172.544,65 €, les dépenses de la section d'investissement sont réalisées à hauteur de 72.303.276,60 €, soit un taux d'exécution de 59,7 %. Il était, pour les années précédentes, de 64,6 % en 2007, 67,4 % en 2006, 73,1 % en 2005, 62,3 % en 2004, 61,4 % en 2003 et 64,2 % en 2002. Après intégration des restes à réaliser, correspondant aux dépenses engagées, ce taux est de 88,0 % contre 87,8 % en 2007, 88,1 % en 2006, 98,8 % en 2005, 84,1 % en 2004, 82,8 % en 2003 et 81,0 % en 2002).

Prévues pour 92.576.950,73 €, les recettes de la section d'investissement sont réalisées à hauteur de 33.629.282,10 €, soit un taux d'exécution de 36,3 %. Il était, pour les années précédentes, de 48,2 % en 2007, 58,7 % en 2006, 58,6 % en 2005, 50,5 % en 2004, 25,4 % en 2003 et 40,9 % en 2002. Après intégration des restes à réaliser, correspondant à des recettes attendues, ce taux est de 82,3 % contre 89,0 % en 2007, 88,7 % en 2006, 96,7 % en 2005, 81,6 % en 2004, 74,4 % en 2003 et 78,3 % en 2002.

Comme cela a déjà été signalé lors de l'examen du compte administratif 2007, la différence constatée tant en dépenses qu'en recettes entre le taux de réalisation annuel et le taux maximum de 100 % résulte en particulier de la non utilisation de la ligne budgétaire ouverte pour le remboursement de fonds d'emprunt mobilisables sur le crédit long terme renouvelable (emprunt fonctionnant comme une ligne de trésorerie), le crédit voté en 2008 pour 19.652.000 € n'ayant été consommé que pour 8.506.660 €.

Tableau n° 3 – EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

MOUVEMENTS REELS	BUDGET PRINCIPAL (00)	BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (02)	BUDGET ANNEXE EAU (01)	BUDGET ANNEXE ABATTOIRS (04)	BUDGET ANNEXE BATIMENT FRERES LUMIERE (09)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI (08)	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS (11)	TOTAUX
D E P E N S E S								
- Prévisions	97 499 157,20	12 415 125,86	7 048 388,18	463 495,40	69 000,00	343 300,00	1 641 380,64	
- Réalisations	56 866 692,52	8 134 321,08	5 305 129,36	443 788,32	68 496,81	0,00	989 699,06	
- Restes à réaliser	30 678 182,76	961 209,02	1 596 562,14	0,00	0,00	341 000,00	575 006,36	
- Taux de réalisation (R/P)	58,3 %	65,5 %	75,3 %	95,7 %	99,3 %	0,0 %	60,3 %	
- Taux de réalisation (R+RàR/P) ...	89,8 %	73,3 %	97,9 %	95,7 %	99,3 %	99,3 %	95,3 %	
R E C E T T E S								
- Prévisions	73 435 326,73	10 742 250,00	6 807 640,00	0,00	0,00	329 000,00	864 944,00	
- Réalisations	29 557 035,92	1 317 818,40	2 237 994,64	0,06	0,00	0,00	276 290,24	
- Restes à réaliser	30 691 622,82	6 282 000,00	4 568 300,00	0,00	0,00	329 000,00	588 400,00	
- Taux de réalisation (R/P)	40,2 %	12,3 %	32,9 %	/	/	0,0 %	31,9 %	
- Taux de réalisation (R+RàR/P) ...	82,0 %	70,7 %	100,0 %	/	/	100,0 %	100,0 %	

	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS VILLE (07)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI VILLE (05)	BUDGET ANNEXE ESPACE GEORGES CONCHON (06)	BUDGET ANNEXE ZAC JAUDE OUEST II (14)	BUDGET ANNEXE PARKING FONTGIEVE (10)	BUDGET ANNEXE AUTRES OPERATIONS (13)		TOTAUX
D E P E N S E S								
- Prévisions	73 247,62	319 598,90	19 350,00	876 990,00	0,00	403 510,85		121 172 544,65
- Réalisations	0,00	272 983,44	9 006,98	0,00	0,00	213 159,03		72 303 276,60
- Restes à réaliser	0,00	0,00	4 039,02	0,00	0,00	137 122,25		34 293 121,55
- Taux de réalisation (R/P)	0,0 %	85,4 %	46,5 %	0,0 %	/	52,8 %		59,7 %
- Taux de réalisation (R+RàR/P) ...	0,0 %	85,4 %	67,4 %	0,0 %	/	86,8 %		88,0 %
R E C E T T E S								
- Prévisions	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	337 790,00		92 576 950,73
- Réalisations	0,00	32 737,00	0,00	0,00	0,00	207 405,84		33 629 282,10
- Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00		42 595 322,82
- Taux de réalisation (R/P)	/	54,6 %	/	/	/	61,4 %		36,3 %
- Taux de réalisation (R+RàR/P) ...	/	54,6 %	/	/	/	101,7 %		82,3 %

1) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses de la section d'investissement sont classées en fonction de leur nature en deux grandes catégories :

- **les dépenses d'équipement,** regroupant les frais d'études et les autres immobilisations incorporelles (frais d'insertion des appels d'offres, logiciels), les acquisitions immobilières et mobilières, les travaux et avances sur travaux, les opérations sous mandat faites pour le compte de tiers ;

- **les dépenses à caractère financier et les dépenses diverses,** correspondant essentiellement au remboursement du capital des emprunts, au remboursement des autres dettes contractées par la Commune, au versement d'avances.

Le montant des dépenses d'investissement apparaît, selon leur nature, en prévisions et en réalisations, dans le tableau n° 4. Le montant des restes à réaliser et le taux de réalisation constaté en 2008 (taux de réalisation propre à l'exercice 2008 et taux de réalisation après intégration des restes à réaliser) apparaissent également dans ce tableau.

A – LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

Les dépenses d'équipement pour faire de la Ville de Clermont-Ferrand une métropole régionale à vocation européenne, en la modernisant, en la rendant plus attractive à l'extérieur et plus agréable à vivre pour les Clermontois, sont de 50,9 M.€. Ce montant se situe à un niveau encore très élevé par rapport aux deux dernières années et permet d'atteindre une moyenne annuelle de 44,5 M.€.sur la période 1999-2008 avec un volume total de dépenses d'équipement de 445,3 M.€. :

- 44,5 M.€. en 1999
- 41,8 M.€. en 2000
- 37,0 M.€. en 2001
- 34,7 M.€. en 2002
- 39,9 M.€. en 2003
- 45,5 M.€. en 2004
- 52,2 M.€. en 2005
- 48,9 M.€. en 2006
- 49,9 M.€. en 2007.

Malgré un volume en progression, le taux d'exécution des dépenses d'équipement se situe à un niveau légèrement inférieur à celui des derniers exercices : 58,2 %. Il était de 63,2 % en 2007 contre 63,6 % en 2006, 65,8 % en 2005, 66,1 % en 2004, 65,5 % en 2003, 67,8 % en 2002, 67,7 % en 2001).

Rappelons ici qu'il s'agit d'un taux d'exécution comptable calculé en fonction des sommes mandatées au 31 décembre de l'année considérée et, qu'en raison du décalage lié aux délais de transmission des factures par les entreprises et de mandatement, il est inférieur au taux d'exécution physique des opérations votées.

Lorsqu'on globalise les dépenses mandatées et les dépenses reportées, le taux de consommation représente 97,3 % des crédits votés pour l'année 2008, soit un taux très proche de la moyenne des années antérieures : 95,3 % en 2007, 93,8 % en 2006, 98,6 % en 2005, 95,9 % en 2004, 98,0 % en 2003, 96,0 % en 2002, 96,1 % en 2001. L'écart entre le taux global de l'année 2008 et le taux maximum de 100 % correspond à une absence de consommation des crédits ouverts pour un montant de 2,3 M.€. répartis sur l'ensemble des lignes budgétaires par nature.

B - LES DEPENSES A CARACTERE FINANCIER ET LES DEPENSES DIVERSES

Ces dépenses sont de 21,375 M.€. (20,616 M.€. en 2007) dont :

⇨ 10,488 M.€. pour le remboursement du capital des emprunts souscrits au cours des années antérieures pour le financement des dépenses d'équipement. Ce remboursement est en augmentation par rapport à l'année 2007 (8,989 M.€.), à l'année 2006 (8,418 M.€.) et à l'année 2005 (7,969 M.€.) après d'importantes diminutions, grâce à une gestion active et performante de la dette communale, au cours des années précédentes : 9,411 M.€. en 2004, 12,905 M.€. en 2003, 15,812 M.€. en 2002 et 15,977 M.€. en 2001,

⇨ 8,507 M.€. pour le remboursement du capital mobilisé sur le crédit long terme renouvelable, qui est un emprunt fonctionnant comme une ligne de trésorerie (9,498 M.€. en 2007),

⇨ 0,334 M.€. pour le remboursement des avances allouées par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour les travaux réalisés sur les réseaux d'assainissement (0,384 M.€. en 2007, 0,391 M.€. en 2006, 0,406 M.€. en 2005, 2004 et 2003 et 0,322 M.€. en 2002),

⇨ 0,033 M.€. pour des acquisitions immobilières dont le paiement au profit de l'Etablissement Public Foncier est prévu en plusieurs annuités (0,059 M.€. en 2007, 0,087 M.€. en 2006, 0,085 M.€. en 2005, 0,052 M.€. en 2004 et 2003 et 0,058 M.€. en 2002),

⇨ 1,936 M.€. pour le remboursement du capital des emprunts souscrits par l'Etablissement Public Foncier pour des acquisitions immobilières faites pour le compte de la Commune (1,608 M.€. en 2007, 1,366 M.€. en 2006, 1,096 M.€. en 2005, 0,912 M.€. en 2004, 0,677 M.€. en 2003 et 0,488 M.€. en 2002),

Le tableau n° 5 fait apparaître la présentation croisée des dépenses d'équipement par nature et par secteur d'activités (ou « fonction »), les principales opérations réalisées en 2008 étant citées à la suite.

Tableau n° 4 – EXECUTION DU BUDGET 2008 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

NATURE DES DEPENSES (Mouvements réels)	PREVISIONS 2008	REALISATIONS 2008	RESTES A REALISER 2008	TAUX DE REALISATION (R/P) EN %	TAUX DE REALISATION (R+RàR/P) EN %
FRAIS D'ETUDES ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 748 303,91	3 384 514,27	2 839 311,36	50,2	92,2
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	7 496 444,35	947 996,40	6 243 842,00	12,6	95,9
INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS	211 182,59	181 603,73	18 233,00	86,0	94,6
ACQUISITIONS MOBILIERES	6 063 813,79	3 706 220,82	2 148 747,98	61,1	96,6
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	5 738 038,70	2 979 583,96	2 752 624,36	51,9	99,9
TRAVAUX DE BATIMENTS	27 553 806,94	14 425 208,90	12 540 876,60	52,4	97,9
TRAVAUX DE VOIRIE	12 085 780,18	9 343 461,12	2 600 808,53	77,3	98,8
TRAVAUX D'ECLAIRAGE ET DE SIGNALISATION	2 285 748,31	1 680 148,24	596 059,73	73,5	99,6
TRAVAUX D'ESPACES VERTS ET D'AMENAGEMENT DE TERRAINS	4 000 093,85	2 635 688,12	1 287 748,55	65,9	98,1
TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	7 716 481,85	6 651 775,26	944 726,29	86,2	98,4
TRAVAUX D'EAU	4 793 774,69	3 875 306,53	915 691,70	80,8	99,9
AUTRES TRAVAUX	2 578 742,29	1 081 428,33	1 404 451,45	41,9	96,4
AVANCES POUR TRAVAUX	0,00	0,00	0,00	/	/
OPERATIONS SOUS MANDAT	285 896,00	35 814,11	0,00	12,5	12,5
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	**87 558 107,45**	**50 928 749,79**	**34 293 121,55**	**58,2**	**97,3**
CAPITAL DES EMPRUNTS	10 628 491,00	10 488 320,07	0,00	98,7	98,7
INTERETS COURUS NON ECHUS	0,00	0,00	0,00	/	/
AUTRES DETTES	1 284 439,00	404 003,16	0,00	31,5	31,5
CREDIT LONG TERME RENOUVELABLE	19 652 000,00	8 506 660,00	0,00	43,3	43,3
PARTICIPATIONS FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	/	/
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 957 600,00	1 945 110,69	0,00	99,4	99,4
DEPENSES DIVERSES	91 907,20	30 432,89	0,00	33,1	33,1
TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES ET DIVERSES ...	**33 614 437,20**	**21 374 526,81**	**0,00**	**63,6**	**63,6**
TOTAUX	**121 172 544,65**	**72 303 276,60**	**34 293 121,55**	**59,7**	**88,0**

Tableau n° 5 – DEPENSES D'EQUIPEMENT

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, IMMOBILISATIONS CORPORELLES, IMMOBILISATIONS EN COURS (en mouvements réels)	0 SERVICES GENERAUX	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	2 ENSEIGNE-MENT ET FORMATION	3 CULTURE	4 SPORT ET JEUNESSE	5 INTERVEN--TIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRON--NEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	S/TOTAUX BUDGET PRINCIPAL
FRAIS D'ETUDES	126 942,65		81 346,58	744 416,58	99 329,04	1 763,39	5 561,40		919 981,18	1 630,00	1 980 970,82
INSERTION D'APPELS D'OFFRES	40 421,75		24 094,03	32 154,94	17 112,99	615,70	3 919,02	841,27	41 202,25		160 361,95
LOGICIELS	189 541,68		15 613,78	8 294,26					55 229,78		268 679,50
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES									2 581,34	936 588,69	939 170,03
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT				34 800,00	7 500,00	1 272 450,00	500,00	21 668,00	1 617 665,96	25 000,00	2 979 583,96
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**356 906,08**	**0,00**	**121 054,39**	**819 665,78**	**123 942,03**	**1 274 829,09**	**9 980,42**	**22 509,27**	**2 636 660,51**	**963 218,69**	**6 328 766,26**
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	700,00		4 664,40		23 600,35				919 031,65		947 996,40
INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS	93 720,89		1 634,81	44 521,05	22 521,83				479,21		162 877,79
ŒUVRES D'ART ET DE COLLECTION	1 300,00			81 601,67							82 901,67
ACQUISITIONS MOBILIERES	846 361,63	12 362,13	365 195,19	607 396,25	508 688,70	21 921,41	47 969,38		1 096 036,56	938,93	3 506 870,18
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**942 082,52**	**12 362,13**	**371 494,40**	**733 518,97**	**554 810,88**	**21 921,41**	**47 969,38**	**0,00**	**2 015 547,42**	**938,93**	**4 700 646,04**
TRAVAUX DE BATIMENTS	1 867 972,98	4 524,72	4 851 345,47	2 347 201,94	3 821 655,67		352 083,13	186 830,41	192 992,14	10 466,43	13 635 072,89
TRAVAUX DE VOIRIE									9 343 461,12		9 343 461,12
TRAVAUX D'ECLAIRAGE ET DE SIGNALISATION									1 680 148,24		1 680 148,24
TRAVAUX D'ESPACES VERTS ET D'AMENAGEMENT DE TERRAINS	420 251,13		198 372,58	31 908,37	77 743,62		32 682,57		1 232 353,27		1 993 311,54
TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT											0,00
TRAVAUX D'EAU											0,00
AUTRES TRAVAUX	49 461,29			164 805,72					650 274,72	3 726,14	868 267,87
IMMOBILISATIONS EN COURS	**2 337 685,40**	**4 524,72**	**5 049 718,05**	**2 543 916,03**	**3 899 399,29**	**0,00**	**384 765,70**	**186 830,41**	**13 099 229,49**	**14 192,57**	**27 520 261,66**
TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE	895,24										895,24
OPERATIONS SOUS MANDAT			34 918,87								34 918,87
OPERATIONS SOUS MANDAT	**895,24**	**0,00**	**34 918,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 814,11**
T O T A U X	**3 637 569,24**	**16 886,85**	**5 577 185,71**	**4 097 100,78**	**4 578 152,20**	**1 296 750,50**	**442 715,50**	**209 339,68**	**17 751 437,42**	**978 350,19**	**38 585 488,07**
PART EN %	**7,1**	**0,0**	**11,0**	**8,0**	**9,0**	**2,5**	**0,9**	**0,4**	**34,9**	**1,9**	**75,8**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, IMMOBILISATIONS CORPORELLES, IMMOBILISATIONS EN COURS (en mouvements réels)	ASSAINIS--SEMENT	EAU	ABATTOIRS	BATIMENT FRERES LUMIERE	CENTRE D'EXPO--SITIONS & DE CONGRES	CENTRE D'EXPOSITIONS VILLE	COOPERATIVE DE MAI	ESPACE GEORGES CONCHON	ZAC JAUDE OUEST II	PARKING FONTGIEVE BESSET	AUTRES OPERATIONS	S/TOTAUX BUDGETS ANNEXES	TOTAUX BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES
FRAIS D'ETUDES		12 453,07			2 511,60						5 942,00	20 906,67	2 001 877,49
INSERTION D'APPELS D'OFFRES	156,16	10 163,88			2 034,58						2 070,68	14 425,30	174 787,25
LOGICIELS												0,00	268 679,50
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES												0,00	939 170,03
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT												0,00	2 979 583,96
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**156,16**	**22 616,95**	**0,00**	**0,00**	**4 546,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 012,68**	**35 331,97**	**6 364 098,23**
ACQUISITIONS IMMOBILIERES												0,00	947 996,40
INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS		18 725,94										18 725,96	181 603,73
ŒUVRES D'ART ET DE COLLECTION												0,00	82 901,67
ACQUISITIONS MOBILIERES	7 592,60	99 849,39						9 006,98				116 448,97	3 623 319,15
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**7 592,60**	**118 575,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 006,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 174,91**	**4 835 820,95**
TRAVAUX DE BATIMENTS	52 941,57	94 805,95	149 660,23		259 517,20		28 064,71				205 146,35	790 136,01	14 425 208,90
TRAVAUX DE VOIRIE												0,00	9 343 461,12
TRAVAUX D'ECLAIRAGE ET DE SIGNALISATION												0,00	1 680 148,24
TRAVAUX D'ESPACES VERTS ET D'AMENAGEMENT DE TERRAINS	6 250,52	636 126,06										642 376,58	2 635 688,12
TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	6 651 775,26											6 651 775,26	6 651 775,26
TRAVAUX D'EAU		3 875 306,53										3 875 306,53	3 875 306,53
AUTRES TRAVAUX		213 160,46										213 160,46	1 081 428,33
IMMOBILISATIONS EN COURS	**6 710 967,35**	**4 819 399,00**	**149 660,23**	**0,00**	**259 517,20**	**0,00**	**28 064,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**205 146,35**	**12 172 754,84**	**39 693 016,50**
TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE												0,00	895,24
OPERATIONS SOUS MANDAT												0,00	34 918,87
OPERATIONS SOUS MANDAT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 814,11**
T O T A U X	**6 718 716,11**	**4 960 591,28**	**149 660,23**	**0,00**	**264 063,38**	**0,00**	**28 064,71**	**9 006,98**	**0,00**	**0,00**	**213 159,03**	**12 343 261,72**	**50 928 749,79**
PART EN %	**13,2**	**9,7**	**0,3**	**0,0**	**0,5**	**0,0**	**0,1**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,4**	**24,2**	**100,0**

◆ ***Fonction 0 – Services généraux et vie associative :***

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 3,637 M.€., soit 7,1 % des dépenses d'équipement (2,875 M.€. en 2007), dont :

⇨ travaux d'aménagement et de rénovation de l'Hôtel-de-Ville et des centres municipaux Allagnat, la Charme, Limousin et Rameau pour l'installation des services .....0,601 M.€.

⇨ aménagement du bâtiment et équipement en matériel et mobilier du Pôle logistique Mermoz .....0,638 M.€.

⇨ acquisition de logiciels, de progiciels et de matériels informatiques .0,472 M.€.

⇨ études et travaux de construction des locaux associatifs et sportifs du quartier Saint-Jacques .....0,483 M.€.

⇨ travaux d'extension et d'amélioration des cimetières .....0,352 M.€.

◆ ***Fonction 2 – Enseignement et formation*** :

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 5,577 M.€., soit 11,0 % des dépenses d'équipement (5,642 M.€. en 2007), dont :

⇨ travaux de construction de la nouvelle école maternelle Jean-Philippe Rameau avenue Raymond Bergougnan .....1,051 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires, travaux de construction, acquisition de matériel et mobilier pour la création de l'Unité de Préparation Culinaire sur le site Mercoeur et l'aménagement des satellites de restauration .....1,630 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires, acquisition de matériel et mobilier, travaux de rénovation et de modernisation des groupes scolaires et des restaurants scolaires y compris la médecine scolaire .....2,225 M.€.

⇨ travaux de réhabilitation du groupe scolaire Edgar Quinet .....0,629 M.€.

◆ ***Fonction 3 – Culture*** :

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 4,097 M.€., soit 8,0 % des dépenses d'équipement (3,339 M.€. en 2007), dont :

⇨ honoraires pour études de réhabilitation et de mise aux normes de l'Opéra Municipal .....0,497 M.€.

⇨ matériel, mobilier, frais d'études, honoraires et travaux pour l'achèvement de la construction de la salle de spectacles de la Cour des Trois Coquins ..0,336 M.€.

⇨ études et travaux pour mise en conformité et amélioration des installations de la Maison de la Culture, y compris matériel et mobilier.....0,513 M.€.

⇨ acquisition d'œuvres d'art, d'objets de collection, de matériel et mobilier, travaux divers d'amélioration des musées .....0,489 M.€.

⇨ études et travaux de rénovation de la toiture et de l'éclairage zénithal de l'Hôtel de Fontfreyde .....0,255 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires et travaux pour la poursuite de la restauration de l'Eglise Notre-Dame du Port .....1,161 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires et travaux pour la poursuite de la restauration de l'Eglise Notre-Dame de la Prospérité à Montferrand .....0,383 M.€.

◆ ***Fonction 4 – Sport et jeunesse :***

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 4,578 M.€., soit 9,0 % des dépenses d'équipement (5,487 M.€. en 2007), dont :

⇨ études et travaux pour la modernisation et l'amélioration des installations sportives du Complexe des Cézeaux (couverture de tennis, construction de vestiaires) .....0,809 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires, mobilier, matériel et poursuite des travaux de rénovation de la Maison des Sports .....1,064 M.€.

⇨ études, travaux et mobilier pour le réaménagement du Centre Socio-éducatif Anatole France .....1,225 M.€.

⇨ frais d'études, travaux d'extension et de mise aux normes, mobilier pour le Buron de Superbesse..... 0,461 M.€.

◆ ***Fonction 5 – Interventions sociales et santé*** :

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 1,297 M.€., soit 2,5 % des dépenses d'équipement (0,044 M.€. en 2007), dont 1,152 M.€. pour les subventions d'équipement versées au CCAS pour la mise en place d'une antenne à Montferrand et la première tranche de rénovation du foyer Alexandre Varenne.

◆ ***Fonction 6 – Famille*** :

L'ensemble des dépenses affectées à ce secteur s'élève à 0,443 M.€., soit 1,0 % des dépenses d'équipement (0,492 M.€. en 2007), pour des acquisitions de mobilier et de matériel et des travaux de rénovation et de modernisation des structures d'accueil de la petite enfance (crèches collectives et familiales, haltes-garderies).

◆ ***Fonction 8 – Aménagement et services urbains, environnement*** :

Les dépenses affectées à ce secteur sont de 17,751 M.€., soit 34,9 % des dépenses d'équipement (20,551 M.€. en 2007), dont :

⇨ acquisitions foncières pour divers projets ..... 0,919 M.€.

⇨ acquisitions de mobilier, de matériel et outillage, de véhicules et de moyens techniques d'entretien et de nettoiement des espaces publics ..... 1,096 M.€.

⇨ une nouvelle tranche de subvention d'équipement versée à Logidôme pour l'aménagement de la Zac de Trémonteix ..... 0,598 M.€.

⇨ la deuxième tranche de subvention d'équipement versée à Logidôme pour l'aménagement de la Zac Kessler/Rabanesse ..... 0,500 M.€.

⇨ frais d'études, honoraires et travaux pour l'aménagement de l'espace urbain, la rénovation de quartiers anciens, l'amélioration des voies de circulation et des espaces piétons, l'amélioration de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse, l'aménagement d'espaces verts et de squares ..... 14,019 M.€.

Quelques opérations réalisées en 2008 :

- l'aménagement de la rue des Gourlettes (0,447 M.€.),

- la réhabilitation de l'avenue Raymond Bergougnan (0,766 M.€.),

- le réaménagement de la première partie de l'avenue Léon Blum (0,150 M.€.),

- la dernière tranche du réaménagement de la rue des Liondards (0,479 M.€.),

- une nouvelle tranche annuelle du programme de réhabilitation des espaces publics du quartier de Montferrand (0,487 M.€.),

- le réaménagement de la rue Henri Pourrat en liaison avec la place Henri Dunant (0,317 M.€.),

- le réaménagement de la place Bergson (0,679 M.€.),

- la première tranche de requalification des rues Alexandre Ribot et Montcalm (0,224 M.€.),

- la poursuite du programme d'aménagement de pistes cyclables (0,348 M.€.),

- la poursuite de la réalisation d'un ascenseur dans le Square Blaise Pascal pour faciliter l'accès au plateau central (0,205 M.€.),

- l'aménagement d'une partie de la rue Clovis Hugues (0,286 M.€.),

- le début de l'aménagement des espaces publics aux abords du Nouvel Hôpital Estaing (0,205 M.€.)

- une nouvelle tranche de renouvellement d'arbres suite au diagnostic phytosanitaire (0,538 M.€.).

◆ ***Fonction 9 – Action économique*** :

L'ensemble des dépenses affectées à ce secteur s'élève à 0,978 M.€., soit 1,9 % des dépenses d'équipement (0,351 M.€. en 2007), et concerne en particulier le rachat du bail des locaux commerciaux au rez-de-chaussée de l'Immeuble Gaillard (0,937 M.€.).

◆ ***Budgets annexes de l'Assainissement et de l'Eau*** :

L'ensemble des dépenses d'équipement mandatées sur les budgets annexes de l'Assainissement et de l'Eau est de 11,679 M.€., soit une progression continue par rapport aux années précédentes : 10,394 M.€.en 2007, 9,647 M.€. en 2006 et 5,947 M.€. en 2005, essentiellement affectées à l'extension ou à la modernisation des réseaux d'assainissement et des réseaux de distribution d'eau. Les principales opérations réalisées en 2008 sont citées ci-dessous :

- la rue du Pré-Juge (1,087 M.€.),
- l'avenue Raymond Bergougnan (0,534 M.€.),
- le boulevard Lafayette (1,058 M.€.),
- l'avenue Albert et Elisabeth (0,665 M.€.),
- la rue des Bouleaux (0,393 M.€.),
- la rue Desdevises du Dézert (0,689 M.€.),
- le secteur d'Estaing (0,259 M.€.),
- la rue des Plats (0,253 M.€.),
- la rue des Gourlettes (0,106 M.€.),
- l'avenue Léon Blum (0,544 M.€.),
- les rues Alexandre Ribot et Montcalm (0,280 M.€.),
- la rue de l'Oradou (0,300 M.€.),
- diverses voies du quartier de Montferrand (0,145 M.€.).

Des travaux de sécurisation des installations de production d'eau ont également été poursuivis en 2008 avec la protection des berges de l'Allier pour 0,616 M.€.

◆ ***Autres budgets annexes*** :

Les dépenses d'équipement enregistrées sur les budgets annexes Abattoirs, Centre d'Expositions et des Congrès, Coopérative de Mai, Espace Georges Conchon et Autres opérations assujetties à la TVA représentent un montant de 0,664 M.€. soit 1,3 % de l'ensemble des dépenses d'équipement de la Ville (0,158 M.€. en 2007), dont :

- la fin de la démolition des bâtiments sur le site des anciens Abattoirs (0,150 M.€.),
- la réfection complète du système de gestion centralisée des installations techniques de Polydôme (0,234 M.€.),
- le renouvellement des installations de climatisation du Marché Saint-Pierre (0,189 M.€.).

2) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Comme cela est rappelé régulièrement, les recettes de la section d'investissement peuvent être classées, selon leur nature, en deux grandes catégories :

- **les subventions, dotations et participations** qui correspondent aux fonds reçus de divers partenaires pour le financement des projets communaux, aux concours versés par l'Etat au titre du fonds de compensation de la TVA et des amendes de police, et enfin aux taxes d'urbanisme liées aux permis de construire ;

- **les emprunts et recettes diverses** qui correspondent principalement au produit des contrats de prêts souscrits auprès des organismes bancaires et aux remboursements de prêts ou avances consentis par la Commune.

Le montant des recettes d'investissement apparaît, selon leur nature, en prévisions et en réalisations, dans le tableau n° 6. Le montant des restes à réaliser et le taux de réalisation constaté en 2008 (taux de réalisation propre à l'exercice 2008 et taux de réalisation après intégration des restes à réaliser) apparaissent également dans ce tableau.

Les recettes d'investissement encaissées tout au long de l'année 2008 s'élèvent à 33,629 M.€. et les restes à réaliser à 42,595 M.€., l'ensemble représentant un total de 76,224 M.€. (contre respectivement 37,798 M.€., 31,977 M.€. et 69,775 M.€. en 2007). Le taux de réalisation des recettes d'investissement est de 36,3 %, inférieur à ceux des exercices 2007 (48,2 %) et 2006 (58,7 %). La prise en compte des restes à réaliser, qui représentent des recettes dont l'encaissement est déterminé par les besoins de trésorerie pour les emprunts et à l'avancement des acquisitions ou travaux pour les subventions, permet d'obtenir un taux de réalisation théorique de 82,3 % (89,0 % en 2007, 88,7 % en 2006, 96,7 % en 2005 et 81,6 % en 2004). L'écart entre ce taux global et le

taux de 100 % est dû à plusieurs phénomènes expliqués ci-après lors de l'examen des emprunts et recettes diverses.

A – LES SUBVENTIONS, DOTATIONS, PARTICIPATIONS

Les subventions reçues des autres collectivités et organismes divers sont de 2,538 M.€., pour une prévision de 5,798 M.€. ; ces recettes s'élevaient à 4,103 M.€. en 2007, 5,313 M.€. en 2006, 4,499 M.€. en 2005 et 2,998 M.€. en 2004. Ces subventions ont permis le financement des opérations engagées par la Commune, parmi lesquelles figurent :

⇨ 0,832 M.€. pour la réhabilitation de l'Eglise Notre-Dame du Port (0,348 M.€. pour l'Etat, 0,087 M.€. pour le Département, 0,334 M.€. pour la Région et 0,063 M.€. pour la Communauté Européenne),

⇨ 0,185 M.€. pour la restauration extérieure de l'Eglise Notre-Dame de la Prospérité à Montferrand (0,089 M.€. pour l'Etat, 0,074 M.€. pour le Département, 0,022 M.€. pour la Région),

⇨ 0,098 M.€. pour la construction de l'Ecole des Beaux-Arts, versés par l'Etat (0,068 M.€.) et par la Communauté Européenne (0,030 M.€.),

⇨ 0,110 M.€. pour l'aménagement du parvis du Stade Leclanché, versés par l'Etat,

⇨ 0,099 M.€. pour l'aménagement de la place Michel de l'Hospital au droit du bâtiment construit par le Département, versés par le Département,

⇨ 0,192 M.€. pour la construction des locaux associatifs et sportifs du quartier Saint-Jacques, versés par l'Etat (0,062 M.€.) et la Région (0,130 M.€.),

⇨ 0,260 M.€. pour la réhabilitation de l'avenue Raymond Bergougnan, versés par le Département.

⇨ 0,106 M.€. pour des travaux sur le réseau d'assainissement de diverses voies, versés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Les subventions reportées sur l'exercice 2009 s'élèvent à 2,584 M.€., dont :

⇨ 0,183 M.€. pour l'aménagement du parvis du Stade Leclanché, versés par l'Etat (0,031 M.€.) et la Région (0,152 M.€.),

⇨ 0,115 M.€. pour la réfection des toitures et de l'éclairage zénithal de l'Hôtel de Fontfreyde, versés par l'Etat (0,092 M.€.) et la Région (0,023 M.€.),

⇨ 0,219 M.€. pour le réaménagement de la place Bergson, versés par l'Etat (0,082 M.€.) et la Région (0,137 M.€.),

⇨ 0,153 M.€. pour la construction des vestiaires du Stade Leclanché (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine),

⇨ 0,605 M.€. pour la réhabilitation de l'Eglise Notre-Dame du Port (0,095 M.€. pour l'Etat, 0,190 M.€. pour le Département, 0,091 M.€. pour la Région et 0,229 M.€. pour la Communauté Européenne),

⇨ 0,270 M.€. pour les travaux d'accessibilité de la Maison des Sports, versés par le Centre National des Sports.

Les dotations et participations se situent au niveau de celles de l'année 2005 après deux années intermédiaires en forte progression : elles représentent un montant de 6,934 M.€. contre 10,986 M.€. en 2007, 8,811 M.€. en 2006 et 6,584 M.€. en 2005, dont :

⇨ 4,375 M.€. pour le fonds de compensation de la TVA, calculé sur les dépenses d'équipement du budget principal éligibles de l'année 2006 (5,371 M.€. en 2007 et 4,807 M.€. en 2006),

⇨ 1,608 M.€. pour la dotation correspondant au reversement par l'Etat du produit des amendes de police (2,004 M.€. en 2007 et 2,510 M.€. en 2006),

⇨ 1,613 M.€. pour les taxes d'urbanisme (3,610 M.€. en 2007 et 1,494 M.€. en 2006).

B – LES EMPRUNTS ET RECETTES DIVERSES

Le volume d'emprunt encaissé a été limité à 14,810 M.€. en 2008 pour couvrir les besoins permanents de trésorerie, soit à un niveau proche de celui de l'année précédente (12,240 M.€. en 2007) et bien inférieur à celui des années antérieures (30,443 M.€. en 2006, 28,408 M.€. en 2005 et 29,153 M.€. en 2004). Les contrats de prêts réservés auprès des organismes bancaires, dont l'encaissement est reporté sur l'exercice 2009, sont de 40,011 M.€.

Le crédit long terme renouvelable (emprunt fonctionnant comme une ligne de trésorerie) n'a été utilisé qu'à hauteur de 8,506 M.€. pour une inscription budgétaire de 19,652 M.€., la partie non utilisée ayant une incidence forte sur le taux global de réalisation des recettes d'investissement cité plus haut.

Les autres prêts ou avances, d'un montant de 0,044 M.€., comportent notamment :

⇨ le remboursement par l'EPF-SMAF de la part de capital payé par la Commune au cours des années antérieures pour des acquisitions immobilières ayant fait

l'objet de cessions à des tiers pour des opérations d'aménagement urbain ou de construction de logements sociaux, pour un montant de 0,011 M.€.,

⇨ le remboursement par l'exploitant de la Coopérative de Mai, sur le budget annexe concerné, de l'avance accordée pour le financement d'équipements spécifiques nécessaires au fonctionnement de cette structure, pour un montant de 0,033 M.€., selon le rythme d'amortissement des biens acquis.

Le remboursement partiel par le budget annexe de la Zac Jaude Ouest II de l'avance consentie par le budget principal, prévu pour 0,877 M.€., n'a pu être honoré en 2008 et devrait intervenir en 2009 lors de l'encaissement d'un nouvel acompte de cession des droits à construire.

Les recettes diverses, d'un montant de 0,135 M.€., comportent essentiellement le remboursement par Clermont-Communauté des dépenses supportées par la Ville pour la construction de l'Ecole des Beaux-Arts, en application de la convention de mandat conclue entre ces deux collectivités, et l'encaissement des subventions correspondantes : 0,095 M.€.

L'écart entre les recettes prévues (2,422 M.€.) et les recettes réalisées (0,135 M.€.) de cette rubrique correspond en majeure partie au produit des cessions immobilières dont l'instruction budgétaire et comptable M14 impose la prévision en section d'investissement au compte 024 pour un montant de 2,000 M.€. et l'exécution en section de fonctionnement au compte 775 pour un montant de 0,573 M.€., entraînant des taux de réalisation anormaux.

Tableau n° 6 – EXECUTION DU BUDGET 2008 - RECETTES D'INVESTISSEMENT

NATURE DES RECETTES (Mouvements réels)	PREVISIONS 2008	REALISATIONS 2008	RESTES A REALISER 2008	TAUX DE REALISATION (R/P) EN %	TAUX DE REALISATION (R+RàR/P) EN %
SUBVENTIONS DE L'ETAT	2 218 939,60	975 565,07	1 304 280,36	44,0	102,7
SUBVENTIONS DE LA REGION	1 199 497,09	557 147,68	484 517,21	46,4	86,8
SUBVENTIONS DU DEPARTEMENT	908 270,00	542 277,25	203 562,00	59,7	82,1
SUBVENTIONS DES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	235 320,00	24 805,50	30 236,50	10,5	23,4
SUBVENTIONS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE	375 620,04	100 978,09	228 871,75	26,9	87,8
AUTRES SUBVENTIONS	860 683,00	336 921,25	332 455,00	39,1	77,8
AMENDES DE POLICE	1 608 305,00	1 608 305,00	0,00	100,0	100,0
FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA	4 320 000,00	4 375 403,00	0,00	101,3	101,3
TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT	1 000 000,00	1 602 638,00	0,00	160,3	160,3
AUTRES TAXES D'URBANISME	5 000,00	10 000,00	0,00	200,0	200,0
PARTICIPATIONS DIVERSES	1 000,00	0,00	0,00	0,0	0,0
AUTRES RECETTES	0,00	0,00	0,00	/	/
TOTAL DES SUBVENTIONS ET DOTATIONS	**12 732 634,73**	**10 134 040,84**	**2 583 922,82**	**79,6**	**99,9**
EMPRUNTS	56 822 113,00	14 809 500,06	40 011 400,00	26,1	96,5
CREDIT LONG TERME RENOUVELABLE	19 652 000,00	8 506 660,00	0,00	43,3	43,3
AUTRES PRETS OU AVANCES	948 434,00	44 341,00	0,00	4,7	4,7
RECETTES DIVERSES	2 421 769,00	134 740,20	0,00	5,6	5,6
TOTAL DES EMPRUNTS ET RECETTES DIVERSES ...	**79 844 316,00**	**23 495 241,26**	**40 011 400,00**	**29,4**	**79,5**
TOTAUX	**92 576 950,73**	**33 629 282,10**	**42 595 322,82**	**36,3**	**82,3**

III – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le tableau n° 7 présente les dépenses et les recettes prévues, les dépenses mandatées et les recettes émises, pour le budget principal et chacun des budgets annexes. L'existence, d'une part, d'une journée dite "complémentaire" pour le traitement des opérations postérieurement au 31 décembre et, d'autre part, de la procédure de rattachement à l'exercice d'origine des dépenses engagées non mandatées à la clôture de l'exercice, dès lors que les fournitures ou prestations commandées ont été exécutées, fait qu'il n'y a pas de restes à réaliser en section de fonctionnement.

Votées pour 181.227.990,18 €, les dépenses de la section de fonctionnement sont réalisées à hauteur de 172.933.138,60 €, soit un taux d'exécution de 95,4 %, à un niveau le plus fort constaté sur une période relativement longue. Il était en effet de 94,9 % en 2007, 93,2 % en 2006, 93,3 % en 2005, 95,0 % en 2004, 90,4 % en 2003, 93,9 % en 2002 et 95,0 % en 2001.

Votées pour 201.872.246,61 €, les recettes de la section de fonctionnement sont réalisées à hauteur de 203.469.719,07 €, soit un taux d'exécution de 100,8 %, ce qui représente à un supplément de recettes de 1,597 M.€. Pour les années précédentes, il était de 100,6 % en 2007, 100,8 % en 2006, 101,6 % en 2005, 102,7 % en 2004, 100,3 % en 2003, 100,3 % en 2002 et 100,2 % en 2001.

Tableau n° 7 – EXECUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

MOUVEMENTS REELS	BUDGET PRINCIPAL (00)	BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (02)	BUDGET ANNEXE EAU (01)	BUDGET ANNEXE ABATTOIRS (04)	BUDGET ANNEXE BATIMENT FRERES LUMIERE (09)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI (08)	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS (11)	TOTAUX
D E P E N S E S								
- Prévisions	157 981 742,90	10 933 030,13	8 068 900,11	117 506,00	239 740,00	139 605,00	668 701,00	
- Réalisations	152 357 340,97	10 401 796,96	7 686 446,15	91 212,85	233 553,62	126 841,84	595 483,51	
- Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Taux de réalisation (R/P)	96,4 %	95,1 %	95,3 %	77,6 %	97,4 %	90,9 %	89,1 %	
R E C E T T E S								
- Prévisions	172 474 657,00	13 200 230,00	9 731 130,00	411 656,00	308 700,00	153 905,00	1 563 674,31	
- Réalisations	177 434 380,81	12 216 582,11	8 873 181,68	365 655,71	302 433,85	126 841,84	1 414 035,36	
- Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Taux de réalisation (R/P)	102,9 %	92,5 %	91,2 %	88,8 %	98,0 %	82,4 %	90,4 %	

	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS VILLE (07)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI VILLE (05)	BUDGET ANNEXE ESPACE GEORGES CONCHON (06)	BUDGET ANNEXE ZAC JAUDE OUEST II (14)	BUDGET ANNEXE PARKING FONTGIEVE (10)	BUDGET ANNEXE AUTRES OPERATIONS (13)		TOTAUX
D E P E N S E S								
- Prévisions	38 589,31	657 510,00	20 290,00	1 660 431,67	121 844,06	580 100,00		181 227 990,18
- Réalisations	24 529,16	622 087,31	13 071,49	149 579,33	104 622,33	526 573,08		172 933 138,60
- Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- Taux de réalisation (R/P)	63,6 %	94,6 %	64,4 %	9,0 %	85,9 %	90,8 %		95,4 %
R E C E T T E S								
- Prévisions	30 360,00	868 510,00	39 640,00	2 362 000,00	110 000,00	617 784,30		201 872 246,61
- Réalisations	35 315,44	813 734,85	26 117,49	1 142 000,00	101 676,25	617 763,68		203 469 719,07
- Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- Taux de réalisation (R/P)	116,3 %	93,7 %	65,9 %	48,3 %	92,4 %	100,0 %		100,8 %

1) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le tableau n° 8 figurant ci-après fait apparaître le montant des dépenses de fonctionnement prévues et réalisées, classées par nature, ainsi que le taux de réalisation constaté en 2008 et la part relative de chaque rubrique dans l'ensemble.

Les dépenses de fonctionnement mandatées en 2008 s'élèvent à 172,933 M.€., en hausse de 2,2 % par rapport aux dépenses mandatées en 2007 (169,257 M.€.). Ce taux d'évolution doit être corrigé pour refléter la situation réelle dans laquelle s'est déroulé le fonctionnement quotidien de la ville. Ainsi que cela est régulièrement signalé tant lors de l'examen du budget primitif que lors de l'examen du compte administratif, les dépenses de fonctionnement comportent les acquisitions foncières et les travaux d'aménagement de la Zac Jaude Ouest II , dont le volume annuel crée des variations importantes d'une année à l'autre(7,737 M.€. en 2004, puis 1,713 M.€. en 2005, puis 9,375 M.€. en 2006, puis 1,275 M.€. en 2007 et 1,660 M.€. en 2008). A titre indicatif, après neutralisation de ces dépenses sur les années citées, les dépenses courantes de fonctionnement s'élèvent à :

- 161,506 M.€. en 2004,
- 154,747 M.€. en 2005,
- 157,028 M.€. en 2006,
- 167,982 M.€. en 2007,
- 171,273 M.€. en 2008 soit une hausse de 2,0 % intervenant après une hausse de 7,0 % entre 2006 et 2007.

Les charges à caractère général regroupent toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement quotidien de la collectivité autres que les charges de personnel. Elles s'élèvent à 47,045 M.€. pour l'année 2008 contre 44,602 M.€. en 2007, 48,849 M.€. en 2006 et 43,492 M.€. en 2005. Elles représentent 27,2 % de l'ensemble des dépenses de la section de fonctionnement, contre 26,4 % en 2007. C'est dans cette rubrique que l'on trouve les dépenses citées précédemment pour l'aménagement de la Zac Jaude Ouest II. Après neutralisation de ces dépenses, on obtient le volume des dépenses courantes de fonctionnement de la collectivité qui s'établissent alors à 45,385 M.€., soit 26,2 % des dépenses de fonctionnement (26,2 % en 2007 à périmètre identique), contre 43,327 M.€. en 2007, 39,474 M.€. en 2006, 41,779 M.€. en 2005 et 42,249 M.€. en 2004.

Les charges de personnel s'élèvent à 94,105 M.€. contre 92,279 M.€. en 2007 et 87,676 M.€. en 2006, en augmentation de 2,0 % par rapport aux dépenses figurant au compte administratif 2007, en très net ralentissement après une hausse de

5,3 % entre 2006 et 2007. Je vous rappelle que l'année 2007 avait connu la mise en œuvre de mesures nationales d'amélioration de la situation matérielle des personnels, en particulier pour les agents de catégorie C. Le Conseil municipal avait également assoupli les conditions de déroulement de carrières dans un sens plus favorable aux agents par la mise en place de ratios se substituant aux anciens quotas. Enfin, des mesures spécifiques aux assistantes maternelles leur avaient permis de bénéficier d'une revalorisation très sensible de leur rémunération.

Ces charges absorbent 54,4 % de l'ensemble des dépenses de la section de fonctionnement, contre 54,5 en 2007, 52,7 % en 2006, 52,9 % en 2005, 48,9 % en 2004, 52,0 % en 2003, 51,7 % en 2002 et 49,4 % en 2001.

Les autres charges de gestion courante sont de 20,248 M.€.soit un montant quasi identique à celui de l'année 2007 : 20,229 M.€., ce qui correspond à une progression très minime de 0,1 %, après une très légère augmentation par rapport à l'année 2006 (19,914 M.€.) : + 1,6 %. Cette catégorie de dépenses se compose essentiellement des rubriques suivantes :

- la participation obligatoire au fonctionnement de l'enseignement privé, pour un montant global de 1,424 M.€. (1,275 M.€. en 2007), dont un complément de 0,942 M.€ en application du jugement du Tribunal Administratif en date du 22 février 2008 pour la période 2002/2005. La Ville a fait appel de cette décision devant la Cour Administrative de Lyon en avril 2008.

- les contributions aux charges de fonctionnement des organismes de regroupement de collectivités, pour un montant global de 0,437 M.€. (0,422 M.€. en 2007),

- les subventions de fonctionnement allouées aux associations et aux organismes d'intérêt public représentent 15,897 M.€., (15,934 M.€. en 2007) dont 2,945 M.€. pour les activités culturelles (2,733 M.€. en 2007) et 1,749 M.€. pour les activités sportives (2,151 M.€. en 2007). La subvention de fonctionnement versée au Centre Communal d'Action Sociale s'élève à 7,866 M.€. (7,663 M.€. en 2007) et celle versée à la Caisse des Ecoles est maintenue au même niveau qu'en 2007 soit 0,320 M.€.,

- la prise en charge par le budget principal des déficits des budgets annexes dits « administratifs » pour 0,835 M.€. (0,933 M.€. en 2007),

- le reversement au profit du budget principal de leur excédent de fonctionnement pour 0,568 M.€. (0,507 M.€. en 2007).

Les charges financières sont de 6,622 M.€. (6,347 M.€. en 2007 et 6,445 M.€. en 2006), soit à un niveau proche de celui des années passées, malgré la hausse des taux d'intérêts consécutive à la crise financière mondiale. Cette catégorie de dépenses comporte notamment les intérêts de la dette versés aux organismes bancaires pour 5,708 M.€. (5,600 M.€. en 2007 et 4,820 M.€. en 2006), les intérêts courus non échus rattachés à l'exercice 2008 pour 0,169 M.€., les intérêts liés à l'utilisation de la ligne de trésorerie pour 0,246 M.€. et les frais financiers

relatifs au portage par l'EPF-SMAF des acquisitions immobilières faites pour le compte de la Commune pour 0,414 M.€.

Les charges exceptionnelles, très variables par définition d'une année à l'autre, sont d'un montant de 4,434 M.€. (3,055 M.€. en 2007 et 3,235 M.€. en 2006), et sont composées notamment de :

- la subvention exceptionnelle d'équilibre du budget annexe des Abattoirs pour une somme de 0,363 M.€. (0,378 M.€. en 2007),
- la subvention exceptionnelle d'équilibre du budget annexe du Centre d'Expositions et de Congrès pour une somme de 1,304 M.€. (0,850 M.€.en 2007),
- la subvention exceptionnelle d'équilibre du budget annexe Zac Jaude Ouest II pour financer les opérations d'aménagement, en particulier les fouilles archéologiques, pour 1,142 M.€. (0,749 M.€. en 2007),
- la subvention exceptionnelle au profit de l'exploitant de la Coopérative de Mai pour 0,498 M.€. (0,473 M.€. en 2007),
- la subvention exceptionnelle d'équilibre du budget annexe Coopérative de Mai depuis sa mise en affermage au 1° octobre 2008 pour 0,127 M.€.,
- la prise en charge de titres de recettes émis sur des exercices précédents et annulés en 2007 suite à l'insolvabilité ou la disparition des débiteurs ou pour des recettes émises à tort, pour un montant de 0,211 M.€. (0,115 M.€. en 2007),
- une nouvelle tranche d'indemnisations versées à la société d'exploitation de la Gare Routière suite au transfert de l'établissement sur la place Gambetta pour 0,079 M.€. (0,095 M.€. en 2007),
- l'indemnité versée au groupement de maîtrise d'œuvre suite à la résiliation du marché pour la réhabilitation de l'Opéra Municipal, en application de la délibération du 26 septembre 2008, pour 0,302 M.€.
- les intérêts moratoires versés aux organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) en application du jugement du Tribunal Administratif cité précédemment, pour un montant de 0,072 M.€.

Les dotations aux provisions ont été complétées à hauteur de 0,100 M.€. par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2008 pour faire face aux charges induites par le régime de protection sociale des agents des collectivités territoriales qui prévoit le versement de prestations spécifiques en cas de décès en activité.

Tableau n° 8 – EXECUTION DU BUDGET 2008 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

NATURE DES DEPENSES (Mouvements réels)	PREVISIONS 2008	REALISATIONS 2008	TAUX DE REALISATION (R/P) EN %	PART EN %
CHARGES A CARACTERE GENERAL	51 819 365,57	47 045 098,18	90,8	27,2
CHARGES DE PERSONNEL	95 662 970,00	94 104 763,29	98,4	54,4
ATTENUATIONS DE PRODUITS	206 000,00	206 000,00	100,0	0,1
DEPENSES IMPREVUES	81 795,00	0,00	0,0	/
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	20 978 476,30	20 247 621,22	96,5	11,7
FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	183 000,00	173 718,77	94,9	0,1
CHARGES FINANCIERES	7 223 450,00	6 622 366,11	91,7	3,8
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 972 933,31	4 433 571,03	89,2	2,6
DOTATIONS AUX PROVISIONS	100 000,00	100 000,00	100,0	0,1
TOTAUX	**181 227 990,18**	**172 933 138,60**	**95,4**	**100,0**

2) - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les montants des recettes de fonctionnement prévues et réalisées, classées par nature, ainsi que le taux de réalisation constaté en 2008 et la part relative de chaque rubrique dans l'ensemble, sont indiqués dans le tableau n° 9 figurant ci-après.

Les recettes de fonctionnement émises en 2008 s'élèvent à 203,470 M.€., en hausse de 2,7 % par rapport aux recettes émises en 2007 pour 198,141 M.€., après une hausse de 3,5 % entre 2006 et 2007.

A) - LES PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES

Ces recettes s'élèvent à 32,965 M.€., en légère hausse de 2,1 % (32,286 M.€. en 2007, 33,402 M.€. en 2006, 30,318 M.€. en 2005, 31,484 M.€. en 2004 et 32,714 M.€. en 2003).

Les recettes de cette catégorie représentent 16,2 % de l'ensemble des recettes de fonctionnement contre 16,3 % en 2007 et 17,5 % en 2006.

Les recettes principales de cette rubrique sont :

- la vente d'eau ..... 7,001 M.€. pour un produit attendu de 7,740 M.€. ; cette recette avait été réalisée pour 6,895 M.€. en 2007,
- la redevance d'assainissement communale ..... 2,963 M.€. pour un produit attendu de 3,380 M.€. (réalisation 2007 : 3,081 M.€.),
- la redevance d'assainissement intercommunale ..... 2,255 M.€. pour un produit attendu de 2,225 M.€. (réalisation 2007 : 2,062 M.€.),
- les redevances annexes liées à la vente d'eau ..... 3,193 M.€. pour un produit attendu de 3,890 M.€. (réalisation 2007 : 3,387 M.€.),
- les droits de stationnement sur la voie publique ..... 2,844 M.€. (réalisation 2007 : 2,800 M.€.),
- le produit des restaurants scolaires ..... 1,463 M.€. (réalisation 2007 : 1,689 M.€.),
- le produit des crèches et haltes-garderies ..... 1,818 M.€. (réalisation 2007 : 1,306 M.€.),

- la contribution des budgets annexes aux charges du budget principal ..... 2,806 M.€. (réalisation 2007 : 2,248 M.€.),

- la contribution pour évacuation des eaux pluviales versée par le budget principal au budget annexe Assainissement ..... 3,298 M.€. (réalisation 2007 : 3,044 M.€.),

B – <u>LES IMPOTS ET TAXES</u> :

Le produit des impôts et taxes perçu sur tout le territoire communal, toutes natures confondues, est de 111,782 M.€., ce produit étant supérieur au produit attendu voté au budget primitif et dans les décisions modificatives de l'année 2008 pour 110,035 M.€.).

Cette catégorie de recettes constitue la principale source de financement du budget communal. Elle représente 54,9 % de l'ensemble des ressources de fonctionnement de notre collectivité et reste stable sur les quatre dernières années après avoir franchi un cap entre 2004 et 2005 : 55,2 % en 2007, 54,9 % en 2006, 54,8 % en 2005, 52,6 % en 2004 et 52,4 % en 2003, avec un produit perçu s'élevant à 109,339 M.€. en 2007, 105,125 M.€. en 2006, 101,766 M.€. en 2005, 101,997 M.€. en 2004 et 97,954 M.€. en 2003.

Les principales recettes de cette rubrique sont :

- la fiscalité directe locale .....66,049 M.€.
  en augmentation de 3,8 % (63,649 M.€. en 2007) résultant de :
  - la revalorisation forfaitaire nationale des bases d'imposition votée par le Parlement : + 1,6 %,
  - de la majoration de 1,0 % du taux de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la taxe foncière sur les propriétés bâties,
  - de la prise en compte des bases d'imposition de nouveaux locaux taxés pour la première fois en 2008,
  - de la prise en compte des bases exonérées revenant à imposition en 2008,

- la dotation de compensation communautaire .....35,157 M.€.
  versée par Clermont-Communauté, pour un montant identique à celui de 2007, comportant le dernier tiers de la régularisation liée à la prise en compte du produit des rôles supplémentaires de taxe professionnelle perçu en 1999 (majoration de 1,284 M.€.sur les années 2006 à 2008),

- la dotation de solidarité communautaire .....3,078 M.€.
  (3,008 M.€. en 2007), en augmentation de 2,3 %,

- les droits d'occupation du domaine public .....0,760 M.€.
  (0,723 M.€. en 2007),

- la taxe sur l'électricité .....2,478 M.€. (2,325 M.€. en 2007),

- la taxe de séjour .....0,391 M.€. (0,338 M.€. en 2007),

- la taxe sur les spectacles .....0,324 M.€. (0,269 M.€. en 2007),

- la taxe sur les emplacements publicitaires .....0,179 M.€. (0,179 M.€. en 2007),

- la taxe additionnelle aux droits de mutation .....3,367 M.€. (3,526 M.€. en 2007).

C – LES DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

Les dotations, subventions et participations versées à la Commune sont de 46,007 M.€. en 2008, soit un produit supplémentaire de 0,252 M.€. par rapport au produit voté, en augmentation de 1,7 % par rapport à l'année précédente. L'ensemble de ces recettes représente 22,6 % des recettes de fonctionnement (22,9 % en 2007, 22,5 % en 2006, 23,1 % en 2005, 21,7 % en 2004 et 21,2 % en 2003), pour un montant de 45,260 M.€. en 2007, 43,052 M.€. en 2006, 42,925 M.€. en 2005, 41,985 M.€. en 2004 et 39,548 M.€. en 2003) et comprend en particulier :

- la dotation globale de fonctionnement .....29,206 M.€. (28,871 M.€. en 2007 soit + 1,2 %),

- la dotation de solidarité urbaine .....4,912 M.€. (4,251 M.€. en 2007 soit + 15,5 % ; pour mémoire, l'augmentation était de + 30,8 % entre 2006 et 2007),

- la dotation générale de décentralisation .....1,186 M.€. (1,162 M.€. en 2007 soit + 2,1 %),

- les compensations fiscales en atténuation des allègements fiscaux accordés par l'Etat aux contribuables assujettis à la fiscalité directe locale (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, taxe professionnelle) .....4,886 M.€. en régression de 6,5 % par rapport au produit perçu en 2007 (5,225 M.€.) après une réduction de 3,8 % entre 2006 et 2007 (compensations 2006 : 5,429 M.€.). Les compensations de taxe professionnelle sur l'allègement des bases et la réduction de la fraction imposable des salaires est passée de 2,333 M.€. en 2006 à 2,064 M.€. en 2007 (soit – 11,5 %) puis à 1,706 M.€. en 2008 (soit – 17,3 %), après une baisse de 8,9 % entre 2005 et 2006.

- diverses subventions et participations reçues pour le fonctionnement des équipements et services municipaux (Conservatoire Emmanuel Chabrier,

centres de loisirs et d'animation, musées, structures d'accueil de la petite enfance, activités culturelles, etc.) en hausse de 0,7 % .....5,408 M.€. (5,369 M.€. en 2007 et 4,366 M.€. en 2006 soit + 23,0 % entre 2006 et 2007 après une baisse de 17,3 % entre 2005 et 2006, ces variations résultant de l'irrégularité des versements faits par la Caisse d'Allocations Familiales pour les structures de petite enfance).

D – LES AUTRES RECETTES

Cette catégorie de recettes, dont l'importance est limitée en part relative dans le total des recettes de fonctionnement (6,3 %) regroupe les autres produits de gestion courante, les produits financiers, les produits exceptionnels et divers, les produits en atténuation de charges et les reprises sur provisions pour un total de 12,716 M.€. (11,253 M.€. en 2007), dont :

- les locations de bâtiments communaux ..... 1,415 M.€. (1,358 M.€. en 2007),

- les cessions du patrimoine communal ..... 0,573 M.€. (1,999 M.€. en 2007),

- le remboursement de charges de personnel ..... 1,851 M.€. (1,239 M.€. en 2007),

- le reversement au budget principal des excédents des budgets annexes (recettes inscrites au budget principal et dépenses inscrites aux budgets annexes) et la prise en charge par le budget principal des déficits des budgets annexes (recettes inscrites aux budgets annexes et dépenses inscrites au budget principal) ..... 3,196 M.€. (2,667 M.€. en 2007),

- les redevances versées par les délégataires de services publics (affichage sur le domaine public, parkings, fourrière animale, réseaux de chauffage urbain, Centre d'Expositions et des Congrès) ..... 0,298 M.€. (0,169 M.€. en 2007),

- une nouvelle tranche de subvention exceptionnelle versée par le budget principal au budget annexe Zac Jaude Ouest II pour le financement des dépenses nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement, conformément aux délibérations du Conseil Municipal du 20 décembre 2007 approuvant le budget primitif 2008 et du 13 juin 2008 approuvant le budget supplémentaire 2008 ..... 1,142 M.€. (0,749 M.€. en 2007),

- des remboursements de dégâts causés aux installations municipales et diverses indemnisations ou condamnations au profit de la Commune..... 0,488 M.€.

- le remboursement partiel de la TVA payée sur les activités liées à la production et à la diffusion de spectacles suite à la modification du calcul du prorata de déduction par la Cour de Justice des Communautés Européennes ..... 0,662 M.€.

- la dernière partie de l'indemnisation des dégâts causés au Stade Gabriel Montpied par la tempête subie en décembre 1999 ..... 1,089 M.€. (2,246 M.€. en 2007),

- des reprises sur les provisions constituées en 2007 pour :

  - prévenir les litiges concernant l'aménagement de la place de Jaude ..... 0,151 M.€.,

  - couvrir le risque résultant du contentieux avec les Organismes de Gestion de l'Enseignement Catholique, le Tribunal Administratif ayant rendu son jugement le 22 février 2008 ..... 1,014 M.€.,

  - couvrir le risque de versement de prestations spécifiques en cas de décès d'agents en activité ..... 0,053 M.€.,

- des reprises sur les provisions constituées en 1992 lors de la mise en place de l'instruction budgétaire et comptable M49 relative aux services d'Eau et d'Assainissement pour faire face aux créances douteuses .....0,114 M.€.

Tableau n° 9 – EXECUTION DU BUDGET 2008 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

NATURE DES RECETTES (Mouvements réels)	PREVISIONS 2008	REALISATIONS 2008	TAUX DE REALISATION (R/P) EN %	PART EN %
ATTENUATIONS DE CHARGES	1 144 960,00	1 850 951,33	161,7	0,9
PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	34 981 064,00	32 965 418,36	94,2	16,2
IMPOTS & TAXES	110 035 450,00	111 782 177,00	101,6	54,9
DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS ...	45 754 339,00	46 006 606,39	100,6	22,6
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 365 626,30	3 148 627,63	93,6	1,6
PRODUITS FINANCIERS	86 720,00	86 907,49	100,2	0,0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 289 257,31	6 297 273,29	119,1	3,1
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS ...	1 214 830,00	1 331 757,58	109,6	0,7
TRANSFERTS DE CHARGES	0,00	0,00	/	/
TOTAUX	**201 872 246,61**	**203 469 719,07**	**100,8**	**100,0**

IV – LE RESULTAT

Les résultats bruts d'investissement et de fonctionnement, le résultat brut global de clôture, les restes à réaliser en dépenses et en recettes et les résultats nets par section sont retracés dans le tableau n° 10, pour le budget principal et chacun des budgets annexes.

Après la prise en compte du résultat de clôture dégagé à la clôture de l'exercice 2007 (7.951.337,49 €.), des recettes émises (237.099.001,17 €. en mouvements réels), des dépenses mandatées (245.236.415,20 €. en mouvements réels) et de la totalité des opérations d'ordre (dont le montant est identique en dépenses et en recettes, soit 15.006.426,41 €), le résultat global de clôture au 31 décembre 2008 s'élève à - 186.076,54 €.

Le résultat global net de clôture est déterminé à partir de ce résultat brut et des restes à réaliser en recettes (42.595.322,82 €.) et en dépenses (34.293.121,55 €.) : il s'établit ainsi à 8.116.124,73 €. Ce résultat était de 14.999.791,00 €. pour l'année précédente. A titre d'information, le résultat net des années antérieures à 2007 est rappelé ci-après : 16.642.938,06 €. en 2006, 12.842.507,58 €. en 2005, 13.535.951,37 € en 2004 et de 14.686.446,96 €.

L'affectation de ce résultat doit être effectuée par une délibération particulière au cours de cette séance avec reprise dans le budget supplémentaire 2009.

Tableau n° 10 – DETERMINATION DU RESULTAT BRUT DE CLOTURE ET DU RESULTAT NET

MOUVEMENTS REELS ET MOUVEMENTS D'ORDRE	BUDGET PRINCIPAL (00)	BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (02)	BUDGET ANNEXE EAU (01)	BUDGET ANNEXE ABATTOIRS (04)	BUDGET ANNEXE BATIMENT FRERES LUMIERE (09)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI (08)	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS (11)
RESULTAT BRUT							
SECTION D'INVESTISSEMENT							
DEPENSES	59 626 730,99	8 489 437,49	5 404 319,33	443 788,32	70 330,34	0,00	989 699,06
RECETTES	51 365 752,18	6 956 406,02	4 774 077,28	348 873,29	67 161,92	0,00	599 908,90
RESULTAT ANTERIEUR (001)	-18 156 795,63	-3 996 084,90	-2 421 798,82	-68 922,83	-65 328,39	0,00	-442 155,33
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (a) ..	**-26 417 774,44**	**-5 529 116,37**	**-3 052 040,87**	**-163 837,86**	**-68 496,81**	**0,00**	**-831 945,49**
SECTION DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES	158 973 372,35	12 638 493,13	9 200 201,06	201 817,85	233 553,62	126 841,84	595 483,51
RECETTES	177 835 130,50	12 571 567,96	8 950 361,03	365 655,71	302 433,85	126 841,84	1 414 035,36
RESULTAT ANTERIEUR (002)	14 894 315,90	0,00	0,00	0,00	40,00	0,00	0,00
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (b)	**33 756 074,05**	**-66 925,17**	**-249 840,03**	**163 837,86**	**68 920,23**	**0,00**	**818 551,85**
RESULTAT BRUT GLOBAL (c=a+b)	**7 338 299,61**	**-5 596 041,54**	**-3 301 880,90**	**0,00**	**423,42**	**0,00**	**-13 393,64**
RESTES A REALISER							
DEPENSES (d)	30 678 182,76	961 209,02	1 596 562,14	0,00	0,00	341 000,00	575 006,36
RECETTES (e)	30 691 622,82	6 282 000,00	4 568 300,00	0,00	0,00	329 000,00	588 400,00
BESOIN DE FINANCEMENT (f=d-e) ou EXCEDENT DE FINANCEMENT (f=e-d)	**13 440,06**	**5 320 790,98**	**2 971 737,86**	**0,00**	**0,00**	**-12 000,00**	**13 393,64**
RESULTAT NET							
SECTION D'INVESTISSEMENT (g=a-f) ...	-26 404 334,38	-208 325,39	-80 303,01	-163 837,86	-68 496,81	-12 000,00	-818 551,85
SECTION DE FONCTIONNEMENT (h=b) ..	33 756 074,05	-66 925,17	-249 840,03	163 837,86	68 920,23	0,00	818 551,85
TOTAL (i=g+h)	**7 351 739,67**	**-275 250,56**	**-330 143,04**	**0,00**	**423,42**	**-12 000,00**	**0,00**

MOUVEMENTS REELS ET MOUVEMENTS D'ORDRE	BUDGET ANNEXE CENTRE D'EXPOSITIONS VILLE (07)	BUDGET ANNEXE COOPERATIVE DE MAI VILLE (05)	BUDGET ANNEXE ESPACE GEORGES CONCHON (06)	BUDGET ANNEXE ZAC JAUDE OUEST II (14)	BUDGET ANNEXE PARKING FONTGIEVE (10)	BUDGET ANNEXE AUTRES OPERATIONS (13)	TOTAUX
RESULTAT BRUT							
SECTION D'INVESTISSEMENT							
DEPENSES	0,00	272 983,44	9 006,98	149 579,33	0,00	221 046,69	**75 676 921,97**
RECETTES	0,00	257 677,34	36 889,85	1 142 000,00	0,00	276 199,28	**65 824 946,06**
RESULTAT ANTERIEUR (001)	73 247,62	-175 643,13	-23 894,58	175 421,67	0,00	-32 869,23	**-25 134 823,55**
RESULTAT D'INVESTISSEMENT (a) ..	**73 247,62**	**-190 949,23**	**3 988,29**	**1 167 842,34**	**0,00**	**22 283,36**	**-34 986 799,46**
SECTION DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES	24 529,16	622 785,62	26 066,76	1 291 579,33	104 622,33	526 573,08	**184 565 919,64**
RECETTES	35 315,44	813 734,85	26 117,49	1 291 579,33	101 676,25	617 763,68	**204 452 213,29**
RESULTAT ANTERIEUR (002)	8 229,31	0,00	0,00	0,00	11 844,06	0,00	**14 914 429,27**
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (b)	**19 015,59**	**190 949,23**	**50,73**	**0,00**	**8 897,98**	**91 190,60**	**34 800 722,92**
RESULTAT BRUT GLOBAL (c=a+b)	**92 263,21**	**0,00**	**4 039,02**	**1 167 842,34**	**8 897,98**	**113 473,96**	**-186 076,54**
RESTES A REALISER							
DEPENSES (d)	0,00	0,00	4 039,02	0,00	0,00	137 122,25	**34 293 121,55**
RECETTES (e)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00	**42 595 322,82**
BESOIN DE FINANCEMENT (f=d-e) ou EXCEDENT DE FINANCEMENT (f=e-d)	**0,00**	**0,00**	**-4 039,02**	**0,00**	**0,00**	**-1 122,25**	**8 302 201,27**
RESULTAT NET							
SECTION D'INVESTISSEMENT (g=a-f) ...	73 247,62	-190 949,23	-50,73	1 167 842,34	0,00	21 161,11	**-26 684 598,19**
SECTION DE FONCTIONNEMENT (h=b) ..	19 015,59	190 949,23	50,73	0,00	8 897,98	91 190,60	**34 800 722,92**
TOTAL (i=g+h)	**92 263,21**	**0,00**	**0,00**	**1 167 842,34**	**8 897,98**	**112 351,71**	**8 116 124,73**

Il vous est proposé, en accord avec votre commission, de donner un avis favorable à l'adoption du compte administratif 2008.

DELIBERATION

La proposition mise aux voix est adoptée à et convertie en délibération.

Pour ampliation certifiée conforme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

Le Maire,